https://lib.uliege.be https://matheo.uliege.be

Comment les partis politiques québécois construisent-ils la question de la protection du français dans leurs programmes électoraux

Auteur : Rapetti, Loïs
Promoteur(s) : Perrez, Julien
Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres
Diplôme : Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication économique et sociale
Année académique : 2025-2026
URI/URL : http://hdl.handle.net/2268.2/26657

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

NOS PROPOSITIONS

ASSUMONS-NOUS. RENVERSONS LE DÉCLIN DU FRANÇAIS.

SOUS LA BARRE DES 80%

Depuis maintenant **plus de 50 ans**, la promotion et la défense de notre langue commune est au cœur de notre action politique. De l'adoption de la **Charte de la langue française en 1977**, en passant par la présentation du projet de loi 14 et jusqu'à aujourd'hui, nos actions parlent d'elles-mêmes. Jamais une formation politique n'en a fait autant pour la langue française au Québec.

Les projections linguistiques sont claires : le français comme langue d'usage **chutera de 82%** (2011) **à 75%** d'ici 15 ans. En 150 ans, ce pourcentage n'était jamais tombé sous la barre des 80%. Nous avons une nouvelle démonstration de ce déclin alors que le recensement de 2016-2021 publié récemment montre une **chute du français** comme langue d'usage de **1,5% en seulement 5 ans**. En 10 ans, ce pourcentage a diminué de 4 points. Si la tendance se maintient, les projections de statistiques Canada sur la chute du français se réaliseront encore plus rapidement que prévu.

Devant ce déclin, la CAQ a fait adopter la loi 96, en omettant d'agir sur l'essentiel. De l'avis de tous les experts et de l'avis d'une grande majorité de Québécois, **cette loi n'aura aucun impact pour renverser le déclin de notre langue**. En plus de l'adoption d'une loi nettement insuffisante, la CAQ a fait un don de plus d'un milliard à l'Université McGill, en lui octroyant l'ancien hôpital Royal Victoria. Pendant ce temps, les **investissements dans les établissements d'enseignement supérieur francophones sont quasi inexistants**.

Pour le Parti Québécois, **seule une loi qui agit sur tous les fronts** – soit l'immigration, le travail, la culture, l'enseignement supérieur, l'exemplarité de l'État et la qualité du français – **permettra d'inverser la courbe du déclin du français.** À long terme, nous croyons également qu'il n'y a qu'une seule manière d'assurer la pérennité de notre langue, c'est de **devenir un pays indépendant**.

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

NOS PROPOSITIONS

3 G$ de plus par année pour un vrai virage

Des soins à domicile à la carte pour tous les aînés du Québec d'ici 4 ans

Gatineau, le 2 septembre 2022 – Face au vieillissement de la population et à l'échec de la CAQ à améliorer les conditions de vie des aînés, le chef du Parti Québécois et candidat dans Camille-Laurin, Paul St-Pierre Plamondon, s'engage à entamer un vrai virage vers les soins à domicile. Il a abordé cet important enjeu ce matin, lors d'un point de presse avec la candidate dans Hull, Camille Pellerin-Forget.

EN BREF

- Le Parti Québécois s'engage à investir 3 G$ par année de manière récurrente et à allouer 50 % du budget de soins de longue durée aux soins à domicile d'ici 4 ans; le nombre d'heures offertes sera donc triplé.
- Le Parti Québécois veut inverser le modèle en finançant à la même hauteur les soins à domicile et l'hébergement; présentement, seulement 22 % du budget en soins de longue durée sont alloués aux premiers.
- La CAQ et le PLQ ont successivement échoué à améliorer les conditions de vie des aînés; ceux-ci ne cessent de s'appauvrir et, surtout, la vision centrée sur l'institutionnalisation a détourné le regard de leurs réels besoins, et du désir de la majorité d'entre eux : vieillir à la maison.
- Le Parti Québécois va abandonner le modèle des maisons des aînés et ne terminer que celles qui sont déjà en construction.
- L'ajout de ces nouvelles sommes constituera un réel investissement; à terme, le virage vers les soins à domicile fera économiser des centaines de millions à l'État par rapport au *statu quo* de l'institutionnalisation et des maisons des aînés.

Au Parti Québécois, personne n'est à convaincre de la nécessité d'entamer sérieusement un virage vers les soins à domicile pour les aînés en perte d'autonomie du Québec. « Notre système de soins de longue durée a besoin d'un électrochoc, d'un véritable virage à 180 degrés qui inversera le modèle actuel, et l'exercice doit être doté de moyens financiers conséquents. Les deux dernières années ont démontré que le système québécois, très *hospitalocentriste*, ne tient plus la route. Avec le vieillissement de la population, la situation est de surcroît appelée à s'aggraver rapidement, ce qui mettra encore plus de pression sur le réseau », a résumé Camille Pellerin-Forget.

Or, une solution existe. Qui plus est, dans le cas qui nous occupe, elle est simple et synonyme de respect et de dignité pour celles et ceux qui ont bâti le Québec : investir dans les soins à domicile. Ainsi, chaque aîné qui le souhaite pourra vieillir dans sa maison, avec une offre de soins personnalisée. Cette même solution est d'ailleurs tout indiquée pour libérer des lits, réduire la pression sur les hôpitaux et faire diminuer les listes d'attente dans les CHSLD.

« Le bilan de la CAQ quant aux conditions de vie des aînés du Québec est un échec. Plusieurs d'entre eux vivent dans des conditions indignes d'une société riche comme la nôtre. Ce gouvernement a versé dans la continuité des années libérales, pendant lesquelles les paroles ainsi que les stratégies de communication et de coupage de ruban ont malheureusement pris beaucoup plus d'espace que les actions réelles et concrètes. Il faut le dire : ces quatre dernières années, la volonté des aînés n'a pas été écoutée. La CAQ sait que 91 % d'entre eux souhaitent vieillir dans leur maison; néanmoins, elle préfère s'entêter dans le gouffre financier que sont les maisons des aînés, à 1 M$ la place », a soulevé Paul St-Pierre Plamondon.

Le Parti Québécois abandonnera le modèle des maisons des aînés. Il rappelle que le plan du gouvernement est de convertir, d'ici 2038, environ 75 000 places de CHSLD en places en maison des aînés, ce qui pourrait coûter jusqu'à 75 G$, une somme colossale. « Nous nous engageons à investir 3 G$ par année de manière récurrente, et à allouer 50 % du budget de soins de longue durée aux soins à domicile d'ici 4 ans. Le Québec accuse un important retard à ce chapitre; alors que la moyenne des pays européens consacre 50 % de leurs budgets en soins de longue durée aux soins à domicile – certains, comme le Danemark, vont même jusqu'à près de 70 %! –, le Québec leur alloue à peine 22 % », a illustré le chef du Parti Québécois.

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

« De notre point de vue, une légère perte d'autonomie ne doit en aucun cas devenir un frein à rester chez soi. Il faut aussi reconnaître que l'institutionnalisation des aînés, c'est une marginalisation par catégorie d'âge. Avec notre plan rigoureux et complet, le nombre d'heures offertes en soins à domicile sera triplé. Par conséquent, chaque personne aînée qui désire demeurer chez elle en aura la possibilité, et sera adéquatement accompagnée dans son choix. Les aînés représentent une richesse pour le Québec et leur participation à notre société est primordiale; avec des soins à domicile, ils pourront demeurer à la maison, mobiles et actifs. C'est ça, vivre et vieillir avec dignité. Le Parti Québécois s'engage à offrir aux aînés du Québec la meilleure des maisons : la leur », a-t-il ajouté.

– 30 –

SOURCE : Laura Chouinard-Thuly, attachée de presse du chef du Parti Québécois – 514 880-9594 – Laura.Thuly.PQ@gmail.com

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

NOS PROPOSITIONS

LE PARTI QUÉBÉCOIS PROPOSE UN PREMIER LIEN EN TRANSPORT EN COMMUN

VENDREDI 2 SEPTEMBRE, 2022

Facebook Twitter

Québec, le 2 septembre 2022 – Le chef du Parti Québécois, Paul St-Pierre Plamondon, la candidate dans Taschereau, Jeanne Robin, ainsi que plusieurs candidates et candidats du parti dans les régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches ont dévoilé la proposition phare du Parti Québécois pour les transports dans le secteur de la capitale nationale. « Un gouvernement du Parti Québécois travaillera de concert avec les villes de Québec et de Lévis pour réaliser une ligne de train léger : la ligne Lévis-Québec-Lebourgneuf », a annoncé Paul St-Pierre Plamondon.

EN BREF

Le Parti Québécois propose de réaliser un train léger de centre-ville à centre-ville entre Québec et Lévis.
Ce premier lien de transport collectif reliera les secteurs Lebourgneuf, Vanier, Saint-Roch, ExpoCité et la colline Parlementaire à Québec au secteur Desjardins à Lévis.
La nouvelle ligne de train léger, longue de 15 kilomètres, unira les deux villes par un lien sous-fluvial.
Ce nouveau projet représente une excellente occasion de densification de plusieurs secteurs sous-utilisés; on combattra donc l'étalement urbain tout en diminuant les bouchons de circulation.
Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la promesse du Parti Québécois de doubler l'offre en transport en commun au Québec et de permettre à tous les Québécois de se déplacer à l'aide de la PasseClimat annuelle à 365 $.

« Nous, au Parti Québécois, voyons grand pour la capitale : nous proposons de créer la première ligne de transport collectif entre Québec et Lévis, de centre-ville à centre-ville. Notre lien sous-fluvial coûtera substantiellement moins cher que le projet de la CAQ, et autant de personnes, sinon davantage, pourront se déplacer entre les deux rives. En plus, nous développerons la ligne jusque dans le secteur de Lebourgneuf. Ce sera une véritable révolution pour les transports collectifs et pour toute la région! », a affirmé, enthousiaste, Paul St-Pierre Plamondon.

« C'est en effet beaucoup plus qu'un nouveau lien structurant entre Québec et Lévis, a ajouté la candidate dans Taschereau, Jeanne Robin. Notre ligne reliera 5 pôles régionaux majeurs pour lesquels l'offre de transport collectif doit absolument être améliorée. Elle vient combler un besoin important dans le nord-ouest de la région et se connectera parfaitement au tramway en cours de réalisation. »

« La ligne Lévis-Québec-Lebourgneuf reliera efficacement les deux centres-villes, mais elle aura aussi de nombreux autres avantages, dont ceux de combattre l'étalement urbain, de diminuer les bouchons de circulation, d'améliorer la qualité de l'air et, surtout, de donner une excellente occasion de densification dans les quartiers traversés. Imaginez la région, une fois la réalisation du tramway et celle de notre ligne Lévis-Québec-Lebourgneuf complétées; notre capitale nationale aura enfin un véritable réseau moderne, structurant et intégré de transport collectif », a conclu le chef du Parti Québécois.

La PasseClimat et la ligne Lévis-Québec-Lebourgneuf démontrent déjà l'intérêt et le souci réels du Parti Québécois pour le développement du transport en commun, notamment dans le secteur de la capitale; or, d'autres annonces en ce sens suivront bientôt!

Pour voir le tracé, cliquer ici Pour plus d'information, cliquer ici

– 30 –

SOURCE : Laura Chouinard-Thuly, attachée de presse du chef du Parti Québécois – 514 880-9594 – Laura.Thuly.PQ@gmail.com

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

NOS PROPOSITIONS

SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE

SAMEDI 3 SEPTEMBRE, 2022

Facebook Twitter

L'objectif historique du Parti Québécois demeure : un enfant, une place dans un réseau 100 % CPE

Québec, le 3 septembre 2022 – « Objectif 100 % CPE, ce n'est pas un slogan; c'est un engagement franc et assumé que l'on prend envers les familles du Québec. » En effet, ce matin dans la capitale nationale, Paul St-Pierre Plamondon a réitéré cette position défendue de longue date par le Parti Québécois, fondateur du réseau faisant à la fois exemple et envie pour son accessibilité, sa qualité et son universalité.

EN BREF

- Le Parti Québécois va mettre sur pied un réseau « 100 % CPE », où toutes les nouvelles places créées le seront en CPE, et toutes les places en garderie privée feront l'objet d'un vaste chantier de conversion afin de devenir des places en CPE.
- L'objectif de ce plan est d'ajouter près de 135 000 places au réseau des CPE; de plus, le Parti Québécois complètera le réseau des CPE par l'ajout de 15 000 nouvelles places, au coût de 225 M$.
- C'est une question d'équité : chaque tout-petit Québécois doit avoir une chance égale, donc accès à une place en service de garde éducatif de qualité.
- Les conditions salariales et de travail étant le plus souvent meilleures en CPE, notre proposition aura aussi un effet positif sur l'attraction et la rétention des éducatrices.

L'objectif est ambitieux, certes. Mais le Parti Québécois compte demeurer fidèle à la volonté et à la vision de Mmes Pauline Marois et Nicole Léger, qui souhaitaient avant tout favoriser le développement des enfants et la conciliation travail-famille, entre autres pour les mères. C'est pourquoi il s'engage à fournir à chaque enfant la place en centre de la petite enfance (CPE) à laquelle il a droit. « Il faut se donner ce but si on veut être cohérents dans notre action et donner une chance égale à chaque petit Québécois et aux familles d'avoir un accès à tarif unique à un service de qualité. La grande majorité des parents souhaitent en priorité une place en CPE, et toutes les études établissent quant à elles que les CPE offrent la plus grande qualité de service. Contrairement aux libéraux et aux caquistes, qui font la promotion du modèle des garderies privées, nous nous engageons à compléter le réseau des CPE en y ajoutant notamment les quelque 135 000 places converties ou à développer, des places que les parents réclament », a affirmé Paul St-Pierre Plamondon.

L'opération, dont les coûts totaux sont estimés annuellement à 543 M$ pendant 5 ans, sera menée en deux volets : d'abord, une partie des 37 000 places actuellement en développement et à développer, par le biais de l'appel de projets en continu, seront, à terme, des places en CPE. Puis, les 118 875 places actuellement offertes par les garderies privées seront converties en places en CPE, par le biais d'un vaste chantier qui s'échelonnera sur une période de 5 ans. Mentionnons par ailleurs que les milieux familiaux ne seront pas touchés, ce modèle étant, pour certaines familles, celui qui répond le mieux aux besoins.

« Nous sommes à un moment critique pour le développement de notre réseau. Ou bien le Québec revient à l'essence même de la politique familiale à l'origine de la création du réseau et mise sur ce joyau que sont les CPE, ou bien il poursuit un développement anarchique à multiples vitesses, souvent à but lucratif, dont les enfants et les parents font les frais. Pour nous, le choix est clair, et l'enjeu est prioritaire », a insisté Paul St-Pierre Plamondon.

– 30 –

SOURCE : Laura Chouinard-Thuly, attachée de presse du chef du Parti Québécois – 514 880-9594 – Laura.Thuly.PQ@gmail.com

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

LUTTONS CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Paul St-Pierre Plamondon fait l'annonce de la PasseClimat, en compagnie de Jeanne Robin, candidate dans Taschereau, et Pierre Nantel, candidat dans Marie-Victorin. (22 août 2022)

LE CHEF LE DIT :

« Faisons du Québec un pays plus vert, plus sain; faisons-en une référence mondiale en matière d'innovations environnementales, lesquelles toucheront les milieux de vie et la qualité de l'air, certes, mais aussi les transports, les industries, les bâtiments et l'emploi, entre autres. Nous avons tout ce qu'il faut pour réaliser ce beau projet de société. »

Paul St-Pierre Plamondon

NOTRE PLAN EN BREF :

- Le fruit d'un travail rigoureux en collaboration avec une **firme reconnue mondialement**, identifie des actions à mener dans l'**ensemble des secteurs**.
- Une **diminution de 45 % des émissions de GES** en sol québécois et de **10 % à l'international** d'ici 2030.
- La vision du Parti Québécois est sérieuse et rigoureuse; élaborée en collaboration avec une **firme de réputation internationale**, elle identifie des **cibles précises et réalistes** pour chaque secteur d'activité économique.
- Le coût du plan se chiffre en moyenne à **3 G$ par année**, pour atteindre **21 G$ en 2030.**
- La lutte contre les changements climatiques est certainement le **défi du siècle** et, pour le Parti Québécois, elle est **indissociable de l'indépendance**, car ce sont les deux plus beaux legs à faire aux générations futures!

Plan détaillé

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

NOS PROPOSITIONS

LE PARTI QUÉBÉCOIS PRÉSENTE SON PLAN POUR ENRAYER LA VIOLENCE PAR ARME À FEU

LUNDI 15 AOÛT, 2022

Facebook Twitter

Paul St-Pierre Plamondon a présenté ce matin le plan du Parti Québécois pour enrayer la violence par arme à feu à Montréal. Pour arriver à son objectif, ce plan met en avant 5 mesures – autant d'engagements que prend le parti en vue de la prochaine campagne électorale :

- **Agir sur la saisie d'armes :** Pour appuyer les équipes en place, doubler les budgets actuels afin d'embaucher une centaine de nouveaux policiers et experts. Avoir comme priorité absolue la saisie d'armes. Légiférer au besoin pour la faciliter, surtout si les policiers le réclament.
- **Freiner le trafic d'armes à la frontière :** Augmenter les ressources et créer une escouade mixte pour lutter contre la contrebande d'armes à feu transfrontalière et patrouiller davantage le long de cette frontière, de concert avec les polices locales.
- **Investir massivement en prévention :** Hausser de 460 M$ par année le financement des organismes communautaires à la mission. Ainsi, favoriser le recrutement de travailleurs sociaux et de travailleurs de rue. Accorder une attention particulière aux écoles des quartiers les plus touchés par la violence armée; leur permettre d'engager des professionnels pour sensibiliser et accompagner les jeunes.
- **Améliorer l'urbanisme :** Accroître la sécurité tout en décourageant les criminels par le mobilier urbain dans les lieux sensibles.
- **Affaiblir les gangs de rue :** Adopter une loi pour que soit créé un registre des organisations criminelles.

« Le Québec est une société réputée non violente, calme, sécuritaire. Historiquement, nous nous comparons favorablement avec nos voisins en Amérique du Nord. Mais sommes-nous en train de changer, de perdre cette proverbiale quiétude qui nous définit et nous distingue? Si on ne donne pas maintenant un coup de barre, c'est tristement ce qui pourrait se passer. Comme père, comme citoyen, comme politicien, je ne peux pas rester silencieux. Je veux qu'on agisse pour que cessent les coups de feu au Québec », a indiqué Paul St-Pierre Plamondon.

Agir sur la saisie d'armes

Selon lui, ce qui est le plus pressant, c'est de désarmer les criminels. « Il faut ajouter des ressources qui se consacreront à la saisie d'armes illégales. L'Opération CENTAURE, avec 90 M$ et l'ajout de 107 policiers et experts, a permis, en un an, de saisir un peu moins de 400 armes illégales. C'est mieux que rien, mais ça reste nettement insuffisant; dans les années 1990, après le massacre de Port Arthur, 650 000 armes ont été restituées à l'État australien », a-t-il rappelé.

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

Freiner le trafic d'armes à la frontière
Par ailleurs, fait à prendre en compte : 90 % des armes illégales qui circulent à Montréal proviennent des États-Unis. Souvent, elles y sont achetées 500 $ et revendues 5000 $ au Québec. « Outre le danger qu'elles représentent, les armes sont une business. Et le Canada, aveugle, mou et négligent, continuera assurément de nuire, dans ce dossier. Or, les forces de l'ordre et les moyens technologiques pour traquer les trafiquants d'armes, nous les avons. On doit toutefois mieux les appuyer. C'est pourquoi nous créerons une escouade mixte qui viendra soutenir et augmenter les efforts de patrouille le long de la frontière », a ajouté le chef péquiste.

Investir massivement en prévention
Augmenter les ressources disponibles en prévention figure certainement parmi les meilleures manières d'assurer l'atteinte des objectifs à long terme. « La prévention, c'est vraiment le nerf de la guerre. Les jeunes doivent trouver sur leur chemin des ressources pour les guider et les maintenir dans la bonne voie. Ça passe entre autres par les organismes communautaires qui travaillent directement avec eux, sur le terrain; y réinvestir massivement aura des effets bénéfiques, notamment pour contrer l'influence des gangs de rue. On doit aussi aider les écoles des quartiers les plus touchés à recruter davantage de travailleurs sociaux et de professionnels ».

Améliorer l'urbanisme
Une autre voie à explorer consiste à se servir de l'urbanisme et du mobilier pour rendre les milieux de vie plus sécuritaires et dissuader les criminels armés. « Plusieurs villes l'ont fait : on doit ajouter de la lumière, continuer de créer des parcs dans les secteurs les plus chauds, bref, décourager le criminel par la façon dont sont aménagés les quartiers, notamment à Montréal », a insisté le candidat dans la circonscription de Camille-Laurin.

Affaiblir les gangs de rue
Enfin, il faut affaiblir les gangs de rue. Le Parti Québécois propose dans cet objectif la création d'un registre des organisations criminelles. « Il s'agit d'adopter une loi faisant en sorte d'établir, sur recommandation du ministre de la Sécurité publique, une liste des groupes criminels auxquels le fait de s'identifier pourrait valoir une peine de prison. Le Bloc continue d'essayer d'obtenir une telle loi au fédéral, après un premier refus. Le Québec a tous les avantages à prendre en main ce dossier », a conclu le chef du Parti Québécois.

– 30 –

SOURCE :
François Leroux
Directeur des communications
Parti Québécois
514 885-3708

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

NOS PROPOSITIONS

MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT

MERCREDI 31 AOÛT, 2022

Facebook Twitter

Le Parti Québécois veut aider les Québécois qui en ont réellement besoin

Montréal, le 31 août 2022 – En compagnie des candidats Stephan Fogaing (Hochelaga-Maisonneuve), Jocelyn Desjardins (Pointe-aux-Trembles) et Geneviève Couture (Terrebonne), le chef du Parti Québécois, Paul St-Pierre Plamondon (Camille-Laurin), a présenté deux importantes mesures qui visent à offrir une aide ciblée aux Québécoises et aux Québécois qui en ont réellement besoin. Il en a par ailleurs profité pour dénoncer vigoureusement certaines des propositions des autres partis politiques depuis le début de la campagne : « Ils font dans une surenchère de baisses d'impôt et de taxes qui profitera notamment aux plus riches de notre société. Or, cette mauvaise stratégie est un aller simple vers le sous-financement de nos services publics, de nos hôpitaux, de nos écoles. Les autres partis compétitionnent pour donner de l'argent à celles et à ceux qui n'en ont pas besoin; c'est totalement irresponsable, et ça revient essentiellement à condamner le Québec à une période d'austérité historique. »

EN BREF

Le Parti Québécois dénonce les baisses d'impôt et de taxes proposées par les autres formations politiques; il refuse le sous-financement chronique des services publics et rejette le retour de l'austérité.

Le Parti Québécois propose plutôt deux mesures d'aide ciblées et temporaires : mettre en place une « allocation pouvoir d'achat » (de 1200 $ pour les personnes ayant un revenu inférieur à 50 000 $ et de 750 $ pour celles ayant un revenu entre 50 000 $ et 80 000 $), et doubler le crédit de solidarité afin de donner un soutien supplémentaire aux personnes ayant les plus grands besoins.

« L'allocation pouvoir d'achat » est une remise des surplus budgétaires engrangés par l'État en raison de la forte inflation (environ 6 G$).

Le Parti Québécois entend également s'attaquer à la source de l'appauvrissement des Québécois : l'absence de concurrence dans plusieurs secteurs de notre économie.

« Je veux être le plus clair et le plus honnête possible avec la population québécoise : nous ne devons absolument pas encourager les partis qui proposent des baisses d'impôt irresponsables qui priveront nos écoles et nos hôpitaux de milliards de dollars à long terme. Il est complètement inacceptable d'hypothéquer l'avenir de nos tout-petits ou de diminuer les soins aux aînés par pur calcul électoral. Au Parti Québécois, nous avons fait le choix de nous assumer, et nous préférons dire la vérité aux Québécois : toute baisse d'impôt signifie une diminution des services et une dégradation des conditions de travail de nos enseignants, de nos infirmières et de nos éducatrices. Nous refusons d'aller dans cette direction », a insisté le chef du Parti Québécois.

Selon Paul St-Pierre Plamondon, il ne faut pas abandonner les citoyens qui sont pris à la gorge et qui n'arrivent plus à suivre l'augmentation du coût de la vie. « Ce n'est pas parce que nous refusons de baisser les impôts et les taxes que nous sommes insensibles à ce que vivent de nombreux Québécois. Mais, de notre point de vue, nous devons aider les gens de manière ciblée, soutenir celles et ceux qui en ont réellement besoin. C'est pourquoi nous allons créer une allocation pouvoir d'achat pour les gens qui gagnent moins de 80 000 $. Nous allons aussi doubler le crédit de solidarité, ce qui permettra de remettre plus de 2000 $ dans les poches des familles les moins bien nanties.
»

Source : Les propositions du PQ pour les Élections 2022 | Parti Québécois

« En raison de la forte inflation, poursuit le candidat dans Camille-Laurin, l'État a engrangé environ 6 milliards de plus que prévu. Notre calcul est simple : nous allons redonner aux Québécois qui en ont vraiment besoin la somme que l'État a récoltée en surplus en raison de cette même inflation. Le gouvernement doit à tout prix éviter de faire de l'argent sur le dos des citoyens dans une pareille situation économique! »

L'importance de s'attaquer à l'absence de concurrence

Pour vaincre l'inflation à moyen et à long terme, le Parti Québécois rappelle qu'il existe des solutions durables pour s'attaquer à l'absence de concurrence sur les marchés. « Les plus fortes augmentations de prix se retrouvent essentiellement dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie et du logement. Pour chacun de ces enjeux, la position de la CAQ est de ne rien faire, de laisser aller. De notre côté, pendant la campagne, nous allons présenter des propositions concrètes qui s'attaquent à l'absence de concurrence dans ces marchés », a promis Paul St-Pierre Plamondon.

– 30 –

SOURCE :

Laura Chouinard-Thuly, attachée de presse du chef du Parti Québécois

514 880-9594

Laura.Thuly.PQ@gmail.com